

# LES RÉFORMES SOCIALES- L'INÉGALITÉ SOCIALE.

La liberté, suivant la définition que nous en avons donnée, implique nécessairement l'égalité, c'est-à-dire le droit égal de tous les citoyens au plein développement de leurs facultés qui est la condition essentielle de la liberté.

*« Les hommes, tous libres, ont tous les mêmes devoirs mutuels; ils ont les mêmes droits réciproques; ils sont tous égaux. Sainte comme la liberté qui la fonde, l'égalité donne naissance à l'idée de justice; la justice n'est autre chose que le respect mutuel des libertés; respect égal, parce qu'elles sont toutes égales » (1).*

Le principe de l'égalité a changé les bases de la justice comme il est appelé à changer les bases de la société. Tous les hommes sont égaux devant la loi, et spécialement devant la loi pénale. Les peines ne sont plus pesées, comme elles l'étaient au moyen âge, d'après la qualité de l'offenseur et de l'offensé. La mort d'un manant ne peut plus être rachetée moyennant quelques sous parisis. Le maître n'a plus droit de vie et de mort sur son esclave, ni le père sur ses enfants, comme dans l'antiquité. La vie du plus misérable des mendiants vaut celle de l'homme le plus haut placé dans la société; telle est la base fondamentale de la justice moderne.

Ce principe essentiel de l'égalité est généralement reconnu et admis.

Mais entre l'égalité envisagée comme un fait et l'égalité considérée comme un principe, il y a, pour employer une expression de Montesquieu, autant de distance qu'entre le ciel et la terre.

L'égalité n'est, dans notre société, qu'une belle et stérile fiction de la loi.

L'inégalité des conditions sociales est un obstacle absolu à sa réalisation.

L'égalité n'existe pas dans une société où il y a une classe qui a le privilège de l'intelligence, de la richesse, et du pouvoir, tandis que l'autre est condamnée à l'ignorance, à la misère et à la subordination. L'égalité n'existe pas dans une société où une classe bénéficie du travail de l'autre.

Vainement voudrait-on prétendre qu'il n'y a pas de classes dans la société française et que tous les ouvriers peuvent devenir patrons. Oui, comme tous les soldats ont dans leur giberne le bâton de maréchal de France. Mais, outre que c'est là une exception qui confirme la règle, tant que la société sera une hiérarchie comme l'armée, elle sera fondée sur une nécessaire inégalité et sur une nécessaire dépendance.

Il s'agit précisément d'abolir cette distinction qui existe entre les patrons et les ouvriers, pour qu'il n'y ait plus dans la société que des travailleurs, ayant des fonctions diverses, mais une condition égale.

Tant que subsiste l'inégalité des conditions sociales, l'égalité civile et l'égalité politique n'existent pas plus que la liberté: ce sont de pures chimères, d'odieuses hypocrisies.

Y a-t-il égalité réelle, dans notre société, entre le riche et le pauvre, entre la classe bourgeoise et la classe ouvrière?

Certes, s'il est un principe qui paraisse universellement admis, reconnu et consacré par nos lois, c'est celui de l'égalité pénale. Mais, si l'on veut examiner un peu attentivement la réalité des choses, on ne tarde pas à s'apercevoir que cette prétendue égalité est purement illusoire.

(1) Augustin YHIERRY, *Dix ans d'études historiques*. Sur le cours d'histoire de la philosophie morale professé par M. Victor Cousin, 1819.

Tout d'abord, un homme ignorant, dont les facultés morales ne sont pas développées, poussé au crime par la misère et le besoin, est-il coupable au même degré qu'un homme dont les facultés ont été développées par l'éducation, qui est dans l'aisance, à l'abri du besoin? Si vous punissez de la même peine le vol commis par un riche et le vol commis par un pauvre, est-ce de la justice? Mais si vous punissez sévèrement le vol commis par le pauvre, et légèrement le vol commis par le riche, que faut-il penser de votre justice?

La question est délicate autant que grave, et, pour la dégager de tous ses éléments irritants, nous croyons ne pouvoir mieux faire que de nous en référer à quelques pages remarquables de l'*Encyclopédie nouvelle*, de Pierre Leroux et Jean Reynaud, à l'article *Égalité*. Ces pages ont été écrites il y a bientôt quarante ans; si elles ont encore une actualité saisissante, c'est que les abus qu'elles signaient sont inhérents à notre organisation sociale.

Voilà pourquoi il importe de la modifier et de la transformer, de façon que l'égalité, qui est reconnue comme devant être la loi de nos rapports sociaux, ne soit plus une pure fiction, mais devienne une réalité:

*«Il y a une société où il est impossible d'être criminel, sans tomber sous l'empire du Code pénal et sans tomber sous la main du gendarme: ce sont les classes pauvres. Il y a une société où l'on peut commettre presque tous les crimes, sans être passible du Code pénal, ou du moins sans avoir à le redouter: ce sont les classes riches. La justice est un Polyphème aveugle, un informe et grossier cyclope. Les riches, protégés par leur politesse et leur air d'innocence, se mettent à l'abri de ses atteintes, comme Ulysse et ses compagnons s'échappèrent de la caverne en se cachant sous la blanche toison des brebis.*

*Un homme du peuple veut se procurer plus que le salaire qu'il pourrait honnêtement gagner, il n'a d'autre moyen que la violence, il se fait voleur; on le saisit, on l'emprisonne, on le juge, on le condamne aux galères. Un voleur riche, un voleur des hautes classes est bien autrement favorisé du sort; il exerce son industrie tout à l'aise; il vole 100.000 francs plus aisément que l'autre ne vole un sou. Considérez en effet les occupations lucratives des hautes classes, et dites-moi quelle est celle où ne règne pas la fraude, où elle ne soit pas commune, ordinaire, de règle pour ainsi dire et presque jamais punie....*

*Mais la licence du crime se borne-t-elle dans les hautes classes à la fraude adroitement déguisée?*

*Non, la possibilité de commettre toute espèce de délits est partout en proportion de la fortune; toutes les passions peuvent impunément se satisfaire derrière le rempart de l'or. Lovelace est à couvert par son or, comme autrefois il pouvait l'être par son rang et sa noblesse. Tartufe riche peut impunément ourdir ses trames, sans qu'à la fin de la pièce l'exempt arrive pour l'arrêter.*

*De temps en temps seulement, quelques-uns des crimes qui se commettent dans les hautes classes, j'entends des crimes prévus positivement par le Code, viennent à se découvrir, et force est de les poursuivre. Mais alors même, il ne manque pas de voix pour s'écrier qu'il faut empêcher le scandale de ces révélations, que de tels exemples ôtent au peuple la foi qu'il doit avoir dans la moralité de ceux qui gouvernent, et que si les gens comme il faut sont ainsi démasqués, la société est compromise. Honnête société, si elle ne vit que par le mensonge!*

*L'égalité des lois criminelles, telle qu'on la conçoit aujourd'hui, ne sert qu'à couvrir et à cacher une déplorable inégalité (2)».*

Au lieu d'aviser aux moyens d'éteindre l'ignorance et la misère, la société s'est constituée en état de guerre vis-à-vis des ignorants et des misérables, en vue desquels principalement ont été édictées les lois pénales.

À quelque point de vue que l'on se place, l'égalité légale n'est qu'une amère dérision tant que subsiste l'inégalité sociale.

C'est ainsi que tous les citoyens sont égaux devant la conscription; mais moyennant une somme, qui n'est pour lui qu'une bagatelle, le riche pourra se soustraire à l'impôt du sang, tandis qu'il sera impossible au pauvre de réunir cette même somme sans s'imposer les plus pénibles sacrifices, et le plus souvent il devra payer de sa personne, laissant dans la misère sa famille dont il était l'unique soutien.

L'ouvrier est sous la dépendance du patron, le pauvre sous la dépendance du riche, et nous voyons se produire tous les abus les plus odieux que la Révolution semblait avoir à jamais écartés de nous.

L'égalité réelle n'existe dans aucune des relations sociales, pas même dans celles qui ont pour base le plus délicat et le plus personnel des sentiments, l'amour. L'égalité proclamée en droit n'est, ici comme ailleurs, qu'un mensonge et un piège.

(2) *Encyclopédie nouvelle*, par Pierre LEROUX et Jean REYNAUD.

C'est là encore une des plaies vives de notre société, et pour que l'on ne nous accuse pas de sortir en la sondant de la sérénité scientifique qui est seule capable de donner à notre démonstration toute la portée qu'elle doit avoir, nous allons de nouveau céder la parole aux éminents auteurs de l'*Encyclopédie nouvelle*:

*«C'est encore le peuple qui a tout perdu pour le moment à cette proclamation d'un droit sans réalisation. Car en abaissant les barrières qui séparaient la maison du pauvre de celle du riche, on a donné entrée chez lui à la corruption. Les riches ne prennent pas ordinairement leurs femmes dans les classes pauvres, mais ils y prennent souvent leurs maîtresses: doublement lâches, ils spéculent sur la richesse des unes et sur la misère des autres.*

*Le droit même, le droit reconnu de l'égalité dans l'amour devient le moyen de cette corruption. Cette jeune fille pauvre et de naissance obscure savait autrefois qu'elle ne pouvait épouser ce noble et ce riche; aujourd'hui, pourquoi ne croirait-elle pas à ses serments?*

*Trompée par cette égalité, la jeunesse se laisse emporter à toute la fougue de ses passions. Les filles du peuple aspirent à sortir de leur condition par le mariage et bien souvent n'atteignent que la honte; la richesse et le luxe deviennent le but pour lequel elles perdent de vue l'amour et le mariage. Quant aux jeunes gens riches, ils n'ont plus de frein qui les retienne, car l'égalité a rapproché d'eux toutes les femmes et les leur livre comme une proie. L'égalité les invite à descendre de leur condition, comme elle invite les femmes à s'élever au-dessus de la leur; ils se rencontrent donc, mais ce n'est pas dans l'amour qu'ils se rencontrent.*

*Vous vous plaignez du libertinage, vous demandez ce qui l'engendre: c'est l'égalité actuelle, c'est-à-dire une égalité fautive et mensongère.*

*Un des résultats de cette égalité convenue, mais nullement réalisée, c'est un horrible impôt prélevé au profit du libertinage sur les classes pauvres. Les Athéniens, tributaires de la Crète, envoyaient chaque année un certain nombre de jeunes filles à l'affreux Minotaure; chez nous, les classes pauvres payent le même tribut. D'où sortent, je vous le demande, ces malheureuses femmes qui reproduisent parmi nous, après dix-huit siècles de christianisme, ce que l'esclavage antique et la licence du paganisme eurent de plus affreux et de plus impur? Elles sortent des rangs du peuple; c'est un tribut que le peuple paye à lui seul (3)».*

Tous les vices de la société actuelle proviennent de cette contradiction qui existe entre le principe

(3) *Encyclopédie nouvelle*, par Pierre LEROUX et Jean REYNAUD.

de l'égalité, proclamé comme le fondement de la société, et l'inégalité réelle qui existe dans toutes les relations sociales. Il faut donc, pour corriger ces vices, travailler à détruire ces inégalités et à établir l'égalité dans tous les rapports sociaux.

Tant que subsistera l'inégalité sociale, l'égalité politique comme l'égalité civile n'est qu'un leurre.

Quelle égalité peut-il y avoir entre l'électeur ignorant qui n'a pas même le sentiment de l'importance de son vote, ni de l'influence qu'il peut avoir sur son propre sort, et l'électeur instruit qui agit en connaissance de cause?

Pareillement la liberté n'existe pas. Elle n'est qu'un privilège pour ceux qui appartiennent aux classes éclairées et riches. Mais elle n'existe pas pour le peuple.

Quelle liberté peut exister pour l'homme qui est serf de son ignorance et de sa misère? Qu'importe la liberté de la presse à ceux qui ne savent pas lire? à ceux qui n'ont pas le temps de lire, ni même de penser, écrasés qu'ils sont par un travail absorbant et abrutissant, dont le salaire suffit à peine pour satisfaire les besoins les plus indispensables de la vie?

Qu'importe même la liberté individuelle à ceux qui sont condamnés à l'esclavage perpétuel d'un travail pénible et stérile?

*«Je demande, dit Mably, quel grand présent c'est que la liberté dans un pays où le gouvernement n'a pas pourvu à la subsistance de chaque citoyen, et permet à un luxe scandaleux de sacrifier des millions d'hommes à de frivoles besoins? Ne sentez-vous pas que, esclaves de la pauvreté, vous n'êtes libres que de nom, et que vous regarderez comme une faveur du ciel qu'un maître veuille bien vous recueillir? La nécessité, plus puissante que des lois inutiles qui vous déclarent libres, vous rendra esclaves».*

*«Admettons, dit Marat, que tous les hommes connaissent et chérissent la liberté; le plus grand nombre est forcé d'y renoncer pour avoir du pain; avant de songer à être libre, il faut songer à vivre».*

C'est ainsi que le suffrage universel est devenu un instrument entre les mains du despotisme. C'est ainsi qu'il est devenu le plus grand obstacle à la liberté? Pourquoi? Parce que l'égalité sociale n'existe pas; parce que la masse du peuple, abrutie par l'ignorance et par la misère n'est pas capable de s'élever à la notion de l'exercice de ses droits

politiques; parce que les travailleurs; fussent-ils même capables de comprendre la liberté, sont placés sous la dépendance étroite de leurs patrons, et ils ne pourraient tenter de se soustraire à cette dépendance, sans compromettre leur pain quotidien, et le pain de leurs femmes et de leurs enfants.

C'est ici qu'éclate l'erreur profonde de ceux qui ont voulu séparer la question politique de la question sociale, la liberté de l'égalité.

La vérité est que l'égalité est la condition indispensable de la liberté.

La réalisation du suffrage universel a été une satisfaction donnée à ceux qui croient que la solution de la question politique doit précéder la discussion de la question sociale.

La politique a dit son dernier mot et elle a réalisé sa dernière conquête par la proclamation du suffrage universel (4); et si le suffrage universel qui est la consécration définitive de la souveraineté populaire, n'a pas eu pour conséquence immédiate la liberté, cela prouve tout simplement l'impuissance de la politique à résoudre les graves problèmes qu'elle a soulevés.

Les obstacles qui s'opposent encore à la réalisation de la liberté ne sont pas politiques, ils sont sociaux.

C'est dans ses causes véritables, l'ignorance et la misère, qu'il faut attaquer et vaincre le despotisme moderne, acculé dans ses derniers retranchements.

La proclamation du suffrage universel a été la condamnation éclatante de cette doctrine de la perpétuité de l'ignorance et de la misère qui a longtemps prévalu comme un dogme social.

La perpétuation de l'ignorance et de la misère dans une société fondée sur le suffrage universel, ce n'est pas seulement la plus grande des iniquités,

c'est encore le plus grand des dangers.

*«N'est-ce pas en effet le comble de l'imprudence, dit Proudhon, que d'accorder l'égalité des droits politiques à des hommes de conditions inégales?».*

Il est évident que si l'ignorance et la misère sont des maux nécessaires, il est dangereux, il est insensé de remettre le pouvoir aux mains des ignorants et des misérables, qui forment la majorité de la nation.

Le suffrage universel a inauguré une politique nouvelle. La politique doit se transformer et devenir socialiste.

L'école libérale ne l'entend point ainsi.

Il faut voir en quels termes M. Jules Simon, dans son livre de *la Liberté*, anathématise les socialistes qui ont l'audace de soutenir cette idée subversive que la misère doit être extirpée du monde:

*«Il y aura toujours de la misère, dit M. Jules Simon. C'est une mauvaise rhétorique que vous faites en exagérant toutes ces plaies que personne ne saurait guérir, vos déclamations sont à la portée du premier venu. Avez-vous un remède? Il n'y a que cette question. Si vous en avez un, montrez-le! si vous n'en avez pas, taisez-vous. Croyez-vous apprendre aux pauvres qu'ils souffrent et aux riches qu'il y a des pauvres? Ou vous parlez pour ne rien dire, ou votre, but est d'exciter les passions.*

*Et quelles passions, grand Dieu! Vous ne rêvez que d'ajouter au mal de la pauvreté le mal de la haine! Vous qui ne vous servez pas de la misère comme d'un instrument, et qui n'en parlez que pour la consoler et la guérir, ne la racontez jamais qu'au riche. Mais alors, avant d'ouvrir la bouche, regardez dans les couloirs, assurez-vous qu'il n'y a autour de vous que des puissants et des heureux; prenez garde qu'un indigent ne se soit égaré dans cet auditoire, et qu'en voulant prêcher la charité (5), vous n'enseigniez malgré vous la guerre».*

M. Jules Favre n'a jamais omis l'occasion de

(4) *“La question politique”, écrivait Lamennais, sous le gouvernement de Juillet (De l'esclavage moderne) “se résout dans celle de la réforme électorale, d'une réforme large, complète, qui ne repose ni sur le principe ignoble et corrupteur du cens, ni sur des catégories arbitraires, ni sur de vaines présomptions de capacité, mais sur le droit inhérent à l'homme et au citoyen; quand nul ne sera dépouillé de sa liberté essentielle, de la part qui lui appartient dans la souveraineté nationale, alors seulement l'esclavage moderne sera réellement aboli».* - *«Si, après la réforme électorale le peuple est toujours malheureux, disait d'autre part M. Ledru-Rollin, il n'aura plus le droit de se plaindre».* Lamennais et M. Ledru-Rollin ne tenaient pas compte du problème social, et c'est pour cela que la réforme électorale a trahi leurs espérances.

(5) Rappelons en passant à M. Jules Simon que les socialistes ne prêchent pas la charité, forme humiliante de l'assistance publique; ils réclament la justice qui, comme nous l'avons vu, a son origine dans le principe de l'égalité; et pour que la justice règne sur la terre, il faut avant tout réaliser l'égalité sociale.

s'élever à la tribune contre les doctrines socialistes, et il a même un jour interpellé le gouvernement en lui reprochant de laisser discuter et exposer publiquement ces théories subversives de tout ordre. En 1848, c'est lui qui dans la loi sur la presse a fait introduire la disposition interdisant et punissant l'attaque contre le principe de la propriété, ce qui équivaut à interdire toute discussion de l'organisation actuelle de la propriété.

M. Renan est le théoricien de ce système qui prétend justifier l'inégalité sociale au nom des considérations politiques les plus élevées. «*On supprime l'humanité*, dit M. Renan (6), *si l'on n'admet pas que des classes entières doivent vivre de la gloire et de la jouissance des autres. Le démocrate traite de dupe le paysan d'ancien régime qui travaille pour ses nobles, les aime et jouit de la haute existence que d'autres mènent avec ses sueurs*». Tel est cependant, d'après M. Renan, la loi mystérieuse de l'humanité.

Notre intelligence émancipée n'admet plus les mystères sociaux, pas plus que les mystères religieux. Nous voulons nous rendre compte des choses.

Or nous repoussons l'inégalité sociale parce qu'elle est contraire à la nature et à la justice.

M. Renan avoue lui-même qu'elle ne peut être entretenue que par la duperie et par le mensonge.

«*C'est à la religion*, dit-il, *qu'il appartient d'expliquer ces mystères et d'offrir dans le monde idéal de surabondantes consolations à tous les sacrifiés d'ici-bas*».

Or M. Renan ne croit pas pour son compte à la vie future, ni à la divinité de Jésus-Christ. Mais il professe que la religion est un frein nécessaire pour le peuple, une consolation pour les sacrifiés d'ici-bas, et il s'est vivement défendu d'avoir voulu, comme on l'en avait accusé, attaquer, dans sa *Vie de Jésus*, les utiles croyances et les salutaires superstitions de la religion.

Il faut savoir gré à M. Renan de sa franchise; mais ses aveux, dépourvus d'artifice, doivent suffire pour faire condamner sa doctrine et celle de son école par tous ceux qui ont à un degré quelconque le sentiment démocratique de la justice.

La liberté antique était fondée sur l'esclavage; mais la liberté moderne doit être fondée sur l'égalité.

(6) *La Monarchie constitutionnelle en France.*

La société ne peut plus prendre cette devise atroce: *le bonheur du petit nombre fondé sur la misère du peuple*. Le but de la société est le bonheur commun, et le but de la Révolution est précisément de ramener au but de la société dont on s'est écarté, de rétablir entre les hommes l'équilibre et l'harmonie que l'ambition de quelques-uns a troublés.

Or nous avons montré que l'égalité est le principe qui doit prévaloir, c'est son triomphe seul qui peut faire disparaître les abus de notre organisation sociale.

Cette vérité essentielle a été proclamée et reconnue par tous les esprits désintéressés, préoccupés avant tout de la vérité et de la justice.

Vauvenargues a fait justice en une phrase incisive des théories insolentes et puérides de la nature de celle de M. Renan: «*Tandis qu'une grande partie de la nation languit dans la pauvreté, l'opprobre et le travail, l'autre qui abonde en honneurs, en commodités, en plaisirs, ne se lasse pas d'admirer le pouvoir de la politique qui fait fleurir les arts et le commerce, et rend les états redoutables*».

«*L'état social*, dit Sieyès (7), *n'établit pas une injuste inégalité de droits à côté de l'égalité naturelle des besoins; au contraire, il protège l'égalité des droits contre l'influence naturelle, mais nuisible, de l'inégalité des moyens. La loi sociale n'est point faite pour affaiblir le faible et fortifier le fort; au contraire, elle s'occupe de mettre le faible à l'abri des entreprises du fort, et, couvrant de son autorité tutélaire l'intégralité des citoyens, elle garantit à tous la plénitude de leurs droits*».

Ainsi l'objet de la société est de corriger les inconvénients des inégalités naturelles; en créant des inégalités artificielles, qui sont une violation flagrante de l'égalité naturelle, la loi sociale a été contre son objet le plus sacré.

«*L'égalité des droits est établie par la nature*, dit très bien Robespierre dans sa *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*. *La société, loin d'y porter atteinte, ne fait que la garantir contre l'abus de la force qui la rend illusoire*».

«*Pour que l'état social soit perfectionné*, dit J. J. Rousseau, *il faut que chacun ait assez et qu'aucun n'ait trop*».

Et d'Alembert: «*Il est aussi atroce qu'absurde*

(7) *Journal d'instruction sociale. Des intérêts de la liberté dans l'état social.*

de voir les uns regorger de superflu et les autres manquer du nécessaire».

Voici le problème social bien posé.

Et Diderot indique, avec son esprit lucide, quelle étroite solidarité relie le problème social au problème politique: «*Discourez, tant qu'il vous plaira, sur la meilleure forme de gouvernement, vous n'aurez rien fait tant que vous n'aurez point détruit les germes de la cupidité et de l'ambition*».

Ces germes de la cupidité et de l'ambition seront détruits quand il y aura impossibilité pour tout citoyen de devenir ou plus riche ou plus puissant en autorité que ses concitoyens.

La société actuelle repose sur l'antagonisme parce qu'elle repose sur l'inégalité et sur l'injustice. Le règne de la justice établira l'harmonie sociale, et alors tous les efforts de chacun concourront au bonheur commun.

«*La misère, disait Victor Hugo à l'Assemblée législative, le 9 juillet 1849, la misère est une maladie du corps social, comme la lèpre était une maladie du corps humain; la misère peut disparaître comme la lèpre a disparu*».

Et Chateaubriand, dans les dernières années de sa vie, avait le pressentiment de la métamorphose profonde que la société est appelée à subir, pour se régénérer sur les bases de l'égalité: «*La société telle qu'elle est aujourd'hui, écrivait-il, n'existera pas. A mesure que l'instruction descend dans les classes inférieures, celles-ci découvrent la plaie secrète qui ronge l'ordre social depuis le commencement du monde, plaie qui est la cause de tous les malaises et de toutes les agitations populaires. La trop grande inégalité des conditions et des fortunes a pu se supporter tant qu'elle a été cachée d'un côté par l'ignorance, de l'autre par l'organisation factice de la cité; mais aussitôt que cette inégalité est généralement aperçue, le coup mortel est porté.*

*Recomposez, si vous le pouvez, les fictions aristocratiques; essayez de persuader au pauvre, quand il saura lire, au pauvre à qui la parole est portée chaque jour par la presse, de ville en ville, de village en village, essayez de persuader à ce pauvre, possédant les mêmes lumières et la même intelligence que vous, qu'il doit se soumettre à toutes les privations, tandis que tel homme, son voisin, a, sans travail, mille fois le superflu de la vie; vos efforts seront inutiles; ne demandez point à la foule des vertus au delà de la nature.*

Le développement matériel de la société

*accroîtra le développement des esprits; lorsque la vapeur sera perfectionnée, lorsque, unie au télégraphe et aux chemins de fer, elle aura fait disparaître les distances, ce ne seront pas seulement les marchandises qui voyageront d'un bout du globe à l'autre avec la rapidité de l'éclair, mais encore les idées. Quand les barrières fiscales et commerciales auront été abolies entre les divers États, comme elles le sont entre les provinces d'un même Etat; lorsque le salaire, qui n'est que l'esclavage prolongé, se sera émancipé à l'aide de l'égalité établie entre le producteur et le consommateur; quand les divers pays, prenant les moeurs les uns des autres, abandonneront les préjugés nationaux, les vieilles idées de supériorité et de conquête, tendront à l'unité des peuples, par quel moyen ferez-vous rétrograder la société vers des principes épuisés?...*

*Un avenir sera, un avenir puissant, libre dans la plénitude de l'égalité évangélique.... ».*

C'est là le problème qui s'impose à tous les esprits qui ne sont pas aveuglés par les préjugés; vainement voudrait-on l'étouffer dans son germe.

Il faut l'envisager en face, en étudier la solution. Sinon il n'y a ni ordre, ni liberté, ni sécurité. On pourra prolonger la crise, mais on n'empêchera pas la catastrophe inévitable. «*L'ordre des conservateurs ne reposant que sur des illusions rétrogrades n'est jamais qu'un acheminement à des commotions dangereuses (8)*».

L'ordre actuel ne peut être maintenu, car il est fondé sur le mensonge et l'injustice.

Le véritable objet de l'économie politique devrait être de réformer l'organisation sociale par la science, et ce but a été assigné avec beaucoup de netteté par un de nos économistes les plus distingués, M. Blanqui: «*L'économie politique doit à l'humanité des comptes; il faut qu'elle fasse disparaître les inégalités sociales et les dernières traces du prolétariat.... Il faut qu'elle ait les yeux toujours fixés sur cette grande loi de la répartition la plus équitable des profits du travail; tant qu'il y aura des milliers d'hommes qui seront privés des premières nécessités de la vie au milieu d'une société riche de tant de capitaux et de tant de machines, il restera quelque chose à faire et la science de l'économiste ne sera pas finie*».

Les économistes, surtout ceux de l'école française, se sont effrayés de cette tâche, et au lieu de la poursuivre comme c'était leur devoir, ils se sont attachés, au contraire, à faire la théorie des

(8) Littré, *Conservation, Révolution et Positivisme*.

préjugés existants, et à légitimer le maintien de l'ordre social actuel avec son antagonisme et ses injustices.

C'est bien pour cela que la science économique est frappée chez nous d'impuissance et de déconsidération, et qu'il a fallu créer, à côté d'elle, la science sociale qui se préoccupe sérieusement et sincèrement de rechercher les lois qui doivent présider à une organisation satisfaisante et équitable de la société.

Cette distinction entre la science économique et la science sociale n'existe point dans les pays plus avancés que nous et où le respect de la science est supérieur à tous les préjugés, en Angleterre et aux États-Unis, par exemple, et tous les bons esprits s'accordent à reconnaître la nécessité, la légitimité et l'urgence de réformes sociales radicales.

*«Ce qui fait tache dans votre pays, écrivait en 1831 l'Américain Channing à l'Anglaise miss Jeanna Baillie, c'est la position de vos classes inférieures, misérables et affamées. Le mal peut être guéri par une reprise du travail et du commerce, mais je crains que ce ne soit pas un accident de votre système, mais bien un effet nécessaire de l'état artificiel de votre société, et qu'il ne reparaisse bientôt. S'il en est ainsi, il faut de grands changements dans la société pour écarter ce fléau.*

*Communiquer aux dernières classes l'intelligence et les avantages des classes supérieures, ce devrait être la fin et le résultat assuré des institutions sociales, et elles sont défectueuses quand telle n'est pas leur action».*

Le célèbre économiste anglais, John Stuart Mill, dénonce courageusement «la grande maladie» des sociétés européennes: *«Je ne reconnais ni comme juste ni comme bon un état de société dans lequel il existe une classe qui ne travaille pas, dans lequel il y a des êtres humains qui, sans être incapables de travail, et sans avoir acheté le repos par un travail antérieur, sont exempts de participer aux travaux qui incombent à l'espèce humaine».*

Et il prévoit la transformation prochaine qui ne peut manquer de s'opérer dans les rapports sociaux: *«Malgré l'influence que peuvent avoir une*

*instruction meilleure et plus forte des classes laborieuses, et des lois justes pour modifier à l'avantage des travailleurs la distribution des produits, je ne puis croire qu'ils se contentent toujours de l'état de salariés, et qu'ils l'acceptent comme condition définitive. Ils peuvent consentir à passer par la condition de salariés, mais non à rester toute leur vie salariés.*

*Dans l'état actuel de l'humanité, lorsque les idées d'égalité s'étendent chaque jour dans les classes laborieuses et ne peuvent être arrêtées que par la suppression absolue de toute liberté de discussion écrite et même verbale, on ne peut plus espérer de maintenir la division de l'humanité en deux classes héréditaires de patrons et de salariés....*

*A moins que le despotisme militaire, qui triomphe en ce moment sur le continent ne réussisse dans ses desseins criminels contre les progrès de l'esprit humain, il est certain que l'état de salarié ne sera bientôt plus que celui des ouvriers que leur abaissement moral rendra indignes de l'indépendance (9)».*

Ainsi M. Stuart Mill, comme Chateaubriand, reconnaît que le salariat est un véritable servage qui est appelé à disparaître par les progrès de l'esprit humain, et il constate que le triomphe de l'égalité est étroitement lié au triomphe de la liberté.

Nous avons beaucoup insisté sur ce point, et nous avons multiplié les opinions de penseurs et de savants qui ne peuvent paraître suspects, puisque aucun de ceux que nous avons cités n'appartient à l'école socialiste, parce que c'est le point essentiel de la doctrine qui nous paraît devoir rallier tous les esprits droits et désintéressés, tous ceux qui sont sincèrement dévoués à la cause de la liberté, et qui croient que la liberté ne peut reposer que sur la justice.

La science politique embrasse les rapports des hommes avec le gouvernement et elle doit reposer sur la liberté; la science sociale embrasse les rapports des hommes entre eux, et elle doit reposer sur l'égalité. Le but des réformes sociales doit donc être la réalisation de l'égalité, comme le but des réformes politiques doit être la réalisation de la liberté. Et les réformes sociales doivent être le corollaire, le complément indispensable des réformes politiques. La liberté n'existera pas sans l'égalité, car l'organisation politique doit être

(9) *Principes d'économie politique*. Liv. IV, chap. VII.

(10) Cette insuffisance des mesures purement politiques était déjà dénoncée en 1842 par Auguste Comte, l'éminent fondateur de la philosophie positive: *«Dans les douloureuses collisions que nous prépare nécessairement l'anarchie actuelle, les vrais philosophes qui les auront prévues seront déjà préparés à y faire convenablement ressortir les grandes leçons sociales qu'elles doivent offrir à tous, en montrant ainsi aux uns et aux autres l'insuffisance inévitable des mesures purement politiques pour la juste destination qu'ils ont respectivement en vue, les uns quant au progrès, les autres quant à l'ordre».*

l'expression de l'organisation sociale, et c'est quand le gouvernement au lieu d'émaner de la société est placé au-dessus d'elle qu'il y a despotisme. Les racines du despotisme sont donc sociales et non politiques; et tant que les réformes n'auront pas embrassé l'ordre social en même temps que l'ordre politique, on n'aura rien fait. L'impuissance du parti libéral tient à ce qu'il n'a pas compris cette grande

vérité, et c'est pour cela qu'il ne peut appartenir qu'au parti socialiste d'asseoir la liberté sur des bases vraiment solides, parce que ces bases seront celles même de la justice.

**Auguste VERMOREL.**

-----